



EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE

Occupation Domaine Public Avenue de Montpellier Arrêté n° 43

Le Maire de la Commune de SAINT GEORGES D'ORQUES

VU les articles L. 2212-1, L 2212-2, L 2213-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales;

VU le code de la route et notamment les articles R. 411-8 et R. 411-25;

CONSIDERANT la demande présentée par M. et Mme CRUZ domiciliés 20 avenue de Montpellier à Saint Georges d'Orques (34680), sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public afin poser un échafaudage empiétant sur la voie publique;

CONSIDERANT les perturbations de circulation qui pourraient être entraînées du fait de cette occupation;

CONSIDERANT qu'il appartient au Maire, de prendre toute mesure propre à éviter les accidents ;

ARRETE

ARTICLE 1°/ La circulation au droit du 20 avenue de Montpellier se fait sur chaussée rétrécie et ce du Lundi 22 Avril 2024 au Mardi 22 Mai 2024 inclus.

Le passage des piétons se fait sur trottoir opposé et ce du Lundi 22 Avril 2024 au Mardi 22 Mai 2024 inclus.

ARTICLE 2°/ La signalisation relative à ces dispositions sera mise en place par les soins, aux frais et sous la responsabilité du mandataire. Sa responsabilité pourra être engagée en cas de défaut ou même d'insuffisance de cette signalisation. Le présent arrêté devra être affiché de manière lisible pendant toute la durée de son application.

ARTICLE 3°/ Les lieux devront être restitués en parfait état de propreté. En cas de détérioration, les frais de remise en état seront à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 4°/ L'accès des riverains sera maintenu en cas d'urgence. Les droits des tiers seront expressément réservés.

ARTICLE 5°/ Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.
Les véhicules en infraction concernant le stationnement, seront mis en fourrière sans préavis.

ARTICLE 6°/ Cet arrêté devra être affiché au droit du chantier par l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 7°/ Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

ARTICLE 8°/ Mme la Directrice Générale des Services, M le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de St Georges d'Orques et M le Chef de Service de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

SAINT GEORGES D'ORQUES, le Lundi 15 Avril 2024,

POUR EXTRAIT CONFORME,
Le Maire

Jean-François AUDRIN



Publié le :

Transmis-le :